



COMITÉ
INTERNATIONAL
OLYMPIQUE

CODE DU MOUVEMENT OLYMPIQUE SUR LA PRÉVENTION DES MANIPULATIONS DE COMPÉTITIONS

OLYMPIC MOVEMENT CODE ON THE PREVENTION OF THE MANIPULATION OF COMPETITIONS

2018

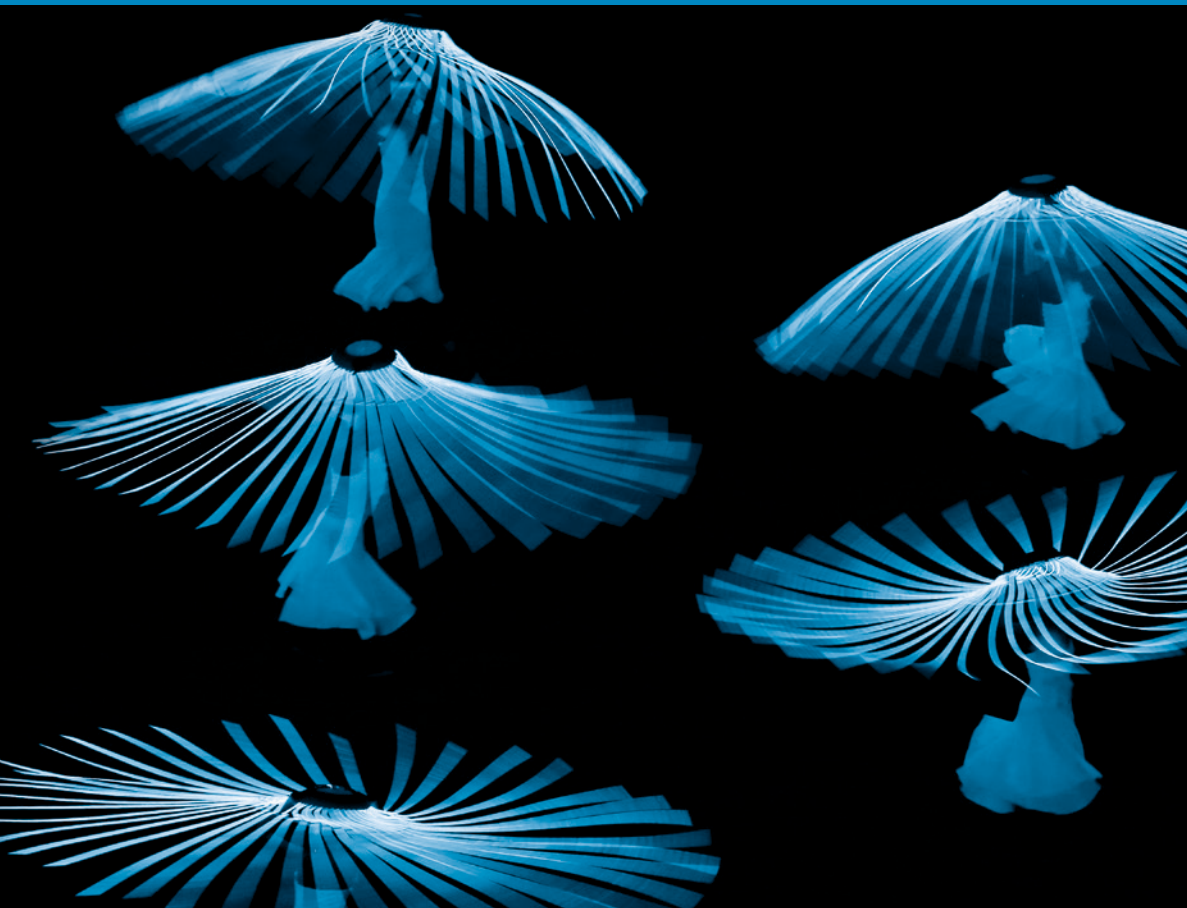


Table des matières

Table of contents

Code du Mouvement olympique sur la prévention
des manipulations de compétitions..... 2

Olympic Movement Code on the Prevention
of the Manipulation of Competitions..... 13

Commission d'éthique du CIO

Villa du Centenaire – Av. de l'Élysée 28 – CH-1006 Lausanne/Suisse
www.olympic.org/ethics-commission



Code du Mouvement olympique sur la prévention des manipulations de compétitions

PRÉAMBULE

- a.** Reconnaissant le danger que présente la manipulation des compétitions sportives pour l'intégrité du sport, toutes les organisations sportives, en particulier le Comité International Olympique (CIO), les Fédérations Internationales, les Comités Nationaux Olympiques et leurs membres respectifs, au niveau continental, régional et national, et les organisations reconnues par le CIO (ci-après : « organisations sportives »), réaffirment leur engagement à préserver l'intégrité du sport, notamment en protégeant les athlètes et les compétitions intègres comme prévu dans l'Agenda olympique 2020 ;
- b.** En raison de la nature complexe de cette menace, les organisations sportives admettent qu'elles ne peuvent l'affronter seules et que, par conséquent, la coopération avec les autorités publiques, en particulier police et justice, et les organes de paris sportifs est cruciale ;

- c.** L'objet du présent Code est de fournir à l'ensemble des organisations sportives et de leurs membres des règles harmonisées pour protéger toutes les compétitions du risque de manipulation. Ce Code établit des règles qui sont en conformité avec la Convention du *Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives*¹, et son article 7 en particulier. Ceci n'empêche pas les organisations sportives d'appliquer des règles plus rigoureuses ;
- d.** Dans le cadre de sa mission telle que définie à la Règle 2.8 de la Charte olympique, le CIO établit le présent Code du Mouvement olympique sur la prévention des manipulations de compétitions, ci-après dénommé le « Code » ;
- e.** Les organisations sportives soumises à la Charte olympique et au Code d'éthique du CIO confirment leur engagement à soutenir l'intégrité du sport et à lutter contre les manipulations de compétitions en adhérant aux normes énoncées dans ce Code et en exigeant de leurs membres qu'ils en fassent de même. Les organisations sportives s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées en leur pouvoir en vue d'appliquer ce Code par référence, ou de mettre en œuvre une réglementation semblable ou plus rigoureuse que ce code.

1 La Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives est une convention ouverte à tous les pays non-européens.



Article 1

Définitions²

- 1.1** «Bénéfice» désigne la provision ou l'encaissement de fonds, directement ou indirectement, ou l'équivalent tel que, notamment, pot-de-vin, cadeaux et autres avantages, y compris, mais sans réserve, gains et/ou gains potentiels résultant d'un pari; ce qui précède n'inclut pas les prix officiels, en fonction de la participation ou du résultat, ou les paiements à effectuer aux termes de parrainages ou autres contrats ;
- 1.2** «Compétition» désigne toute épreuve sportive, tournoi, match ou rencontre, organisé(e) conformément aux règles établies par une organisation sportive ou ses organisations affiliées ou, le cas échéant, conformément aux règles de toute autre organisation sportive compétente ;
- 1.3** «Information d'initié» désigne toute information relative à une compétition détenue par une personne en raison de sa position vis-à-vis d'un sport ou d'une compétition, à l'exclusion des renseignements déjà publiés ou de notoriété publique, aisément accessibles à un public intéressé ou encore divulgués en conformité avec les directives et réglementations régissant la compétition en question ;
- 1.4** «Participant» désigne toute personne physique ou morale appartenant à l'une des catégories suivantes :
- a. «Athlète» désigne toute personne ou groupe de personnes qui participe à des compétitions sportives ;

2 Lorsque des définitions sont fournies par la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives, ces définitions sont utilisées dans le Code pour minimiser le risque de mauvaise interprétation.

- b. « Personnel d'encadrement des athlètes » désigne tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel d'équipe, personnel médical ou paramédical qui travaille avec des athlètes ou qui traite des athlètes participant à une compétition sportive ou s'y préparant et toutes les autres personnes qui travaillent avec des athlètes.
 - c. « Officiel » désigne les propriétaires, actionnaires, dirigeants et personnel des entités organisatrices et/ou promotrices de compétitions sportives, ainsi que les arbitres, les membres du jury et toute autre personne accréditée. Ce terme désigne également les dirigeants et le personnel d'une organisation sportive, ou, le cas échéant, d'une autre organisation sportive compétente qui reconnaît la compétition.
- 1.5** « Pari sportif » désigne toute mise de valeur pécuniaire, dans l'espoir d'un gain de valeur pécuniaire conditionné par la réalisation d'un fait futur incertain se rapportant à une compétition sportive.

Article 2

Violations

La conduite suivante telle que définie dans le présent article constitue une violation de ce Code :

2.1 Pariar

Pariar en relation soit :

- a. avec une compétition à laquelle le participant participe directement ; ou
- b. avec le sport du participant ; ou
- c. avec toute épreuve d'une compétition multisports dans laquelle il/elle est participant.



2.2 Manipulation de compétitions sportives

Un arrangement, un acte ou une omission intentionnels visant à une modification irrégulière du résultat ou du déroulement d'une compétition afin de supprimer tout ou partie du caractère imprévisible de cette compétition, en vue d'obtenir un bénéfice indu pour soi-même ou pour autrui.

2.3 Conduite corrompue

Fournir, demander, recevoir, rechercher ou accepter un bénéfice en relation avec la manipulation d'une compétition ou toute autre forme de corruption.

2.4 Information d'initié

1. Utiliser une information d'initié pour parier, pour toute forme de manipulation de compétitions sportives ou pour toute autre forme de corruption, que ce soit par le participant ou par le biais d'une autre personne et/ou entité.
2. Divulguer une information d'initié à toute personne et/ou entité, avec ou sans bénéfice, quand le participant savait ou aurait dû savoir qu'une telle divulgation était susceptible d'entraîner l'utilisation d'une telle information en vue de parier, de toute forme de manipulation de compétitions ou de tout autre forme de corruption.
3. Donner et/ou recevoir un bénéfice pour la fourniture d'information d'initié que cette information d'initié ait en fait été ou non fournie.

2.5 Défaut de rendre compte

1. Le défaut de rendre compte, à la première opportunité disponible, à l'organisation sportive concernée ou à un mécanisme ou autorité compétents pour entendre la divulgation, de tous les détails de toute tentative, ou invitation dont un participant a fait l'objet, de prendre part à

une conduite ou à des incidents susceptibles d'entraîner une violation de ce Code.

2. Le défaut de rendre compte, à la première opportunité disponible, à l'organisation sportive concernée ou à un mécanisme ou autorité compétents pour entendre la divulgation, de tous les détails de tout incident, fait ou affaire dont un participant a connaissance, y compris des tentatives ou invitations dont un autre participant a fait l'objet de prendre part à une conduite susceptible d'entraîner une violation de ce Code.

2.6 Défaut de coopération

1. Le défaut de coopération à toute enquête réalisée par l'organisation sportive en lien avec une éventuelle violation de ce Code, y compris, mais sans réserve, le défaut de fournir, sans délai, toute information et/ou documentation exacte et complète et/ou de fournir l'assistance requise par l'organisation sportive compétente dans le cadre d'une telle enquête.
2. Entraver ou retarder toute enquête susceptible d'être réalisée par l'organisation sportive en lien avec une éventuelle violation de ce Code, y compris, sans restriction, la dissimulation, falsification ou destruction de toute documentation ou autre information susceptible d'être pertinente pour l'enquête.

2.7 Application des articles 2.1 à 2.6

1. Pour déterminer si une violation a été commise, ce qui suit n'est pas pertinent:
 - a. que le participant participe ou non à la compétition en question;
 - b. le résultat de la compétition sur laquelle le pari a été ou devait être placé;
 - c. que des bénéfices aient en fait été ou non perçus ou reçus;
 - d. la nature ou le résultat du pari;



- e. que l'effort ou la performance du participant durant la compétition en question soit (ou ait pu être) affecté par les actes ou omissions en question ;
 - f. que le résultat de la compétition concernée soit (ou ait pu être) ou non affecté par les actes ou omissions en question ;
 - g. que la manipulation comprenne ou non la violation d'une règle technique d'une organisation sportive ;
 - h. qu'un représentant officiel de l'organisation sportive ait été ou non présent lors de la compétition.
2. Toute forme de complicité, ou de tentative par un participant, susceptible de constituer une violation de ce Code, doit être traitée comme si une violation a été commise, que cet acte ait eu ou non pour résultat une telle violation et/ou que la violation ait été commise délibérément ou par négligence.

Article 3

Procédure disciplinaire

Le contenu de cet article énonce les normes minimales qui doivent être respectées par toutes les organisations sportives.

3.1 Enquête

1. Le participant qui est présumé avoir commis une violation de ce Code doit être informé des violations alléguées commises, des détails des actes et/ou omissions allégués, et de la gamme de sanctions possibles.
2. Sur demande de l'organisation sportive compétente, le participant concerné doit fournir toute information que l'organisation estime susceptible d'être pertinente pour l'enquête sur la violation alléguée,

y compris les pièces à conviction relatives à la violation alléguée (tels que numéros de compte des paris et informations y afférentes, détail des factures téléphoniques, relevés bancaires, relevés Internet, ordinateurs, disques durs et autres dispositifs électroniques de stockage d'informations), et/ou une déclaration exposant les faits et circonstances pertinents se rapportant à la violation alléguée.

3.2 Droits de la personne concernée

Dans toutes les procédures relatives aux violations de ce Code, les droits suivants doivent être respectés :

1. le droit de toute personne d'être informée des charges,
2. le droit à une audition équitable, impartiale et dans un délai convenable, exercé en comparaisant en personne devant l'organisation sportive compétente et/ou en présentant une défense par écrit, et
3. le droit d'être accompagné et/ou représenté.

3.3 Charge et niveau de preuve

L'organisation sportive a la charge d'établir que la violation a été commise. Le niveau de preuve dans tout ce qui relève du présent Code reposera sur la balance des probabilités, un niveau qui implique que, compte tenu de la prépondérance des preuves, il est plus que probable qu'une violation de ce Code a été commise.

3.4 Confidentialité

Le principe de confidentialité est strictement respecté par l'organisation sportive durant toute la procédure; les informations ne sont échangées qu'entre les entités qui ont lieu d'être informées. La confidentialité doit être strictement respectée également par toute personne concernée par la procédure jusqu'à la divulgation publique du cas.



3.5 Anonymat

La communication anonyme doit être facilitée.

3.6 Appel

1. Les organisations sportives disposent d'un mode d'appel approprié en leur sein ou d'un recours à un mécanisme d'arbitrage externe (tel qu'un tribunal arbitral).
2. La procédure générale d'appel comprend des dispositions telles que, sans s'y limiter, le délai à respecter pour faire appel et la notification de la procédure d'appel.

Article 4

Mesures provisoires

- 4.1** L'organisation sportive peut imposer des mesures provisoires, y compris une suspension provisoire, au participant en cas de risque particulier pour la réputation du sport, tout en respectant les articles 3.1 à 3.5 de ce Code.
- 4.2** Dans le cas où une mesure provisoire serait imposée, celle-ci doit être prise en considération pour la détermination de toute sanction susceptible d'être finalement imposée.

Article 5

Sanctions

- 5.1** Lorsqu'une violation a été commise, l'organisation sportive compétente impose une sanction appropriée au participant, dans la gamme des sanctions possibles qui peuvent notamment aller d'un avertissement à une suspension à vie.
- 5.2** Lorsque les sanctions appropriées applicables sont déterminées, l'organisation sportive tient compte de toutes les circonstances aggravantes et atténuantes et détaille les effets de ces circonstances sur la sanction finale dans sa décision écrite.
- 5.3** L'aide substantielle fournie par un participant qui entraîne la découverte ou l'établissement d'une violation par un autre participant peut être un motif de réduction de la sanction appliquée aux termes de ce Code.

Article 6

Reconnaissance mutuelle

- 6.1** Sous réserve du droit de faire appel, toute décision conforme à ce Code prise par une organisation sportive doit être reconnue et respectée par toutes les autres organisations sportives.
- 6.2** Les organisations sportives doivent reconnaître et respecter les décisions rendues par toute autorité judiciaire compétente ou toute autre entité sportive qui n'est pas une organisation sportive telle que définie dans ce Code.



Article 7

Application

- 7.1** En application de la Règle 1.4 de la Charte olympique, toutes les organisations sportives soumises à la Charte olympique acceptent de respecter ce Code³.
- 7.2** Ces organisations sont responsables de la mise en application du présent Code dans le ressort de leur propre juridiction y compris des mesures éducatives.
- 7.3** Tout amendement à ce Code doit être approuvé par la commission exécutive du CIO après un processus consultatif approprié et toutes les organisations sportives en sont informées⁴.

3 Après approbation de ce Code par la commission exécutive du CIO.

4 Pour toute information sur ce Code, merci de contacter le bureau Éthique et Conformité du CIO.



Olympic Movement Code on the Prevention of the Manipulation of Competitions

PREAMBLE

- a.** Acknowledging the danger to sports integrity from the manipulation of sports competitions, all sports organisations, in particular the International Olympic Committee, all International Federations, National Olympic Committees and their respective members at the Continental, Regional and National level and IOC recognised organisations (hereinafter, 'Sports Organisations'), restate their commitment to safeguarding the integrity of sport, including the protection of clean athletes and competitions as stated in Olympic Agenda 2020;
- b.** Due to the complex nature of this threat, Sports Organisations recognise that they cannot tackle this threat alone, and hence cooperation with public authorities, in particular law enforcement and sports betting entities, is crucial;
- c.** The purpose of this Code is to provide all Sports Organisations and their members with harmonised regulations to protect all competitions from the risk of manipulation. This Code establishes regulations that are in compliance with

the *Council of Europe Convention on the Manipulation of Sports Competitions*¹, in particular Article 7. This does not prevent Sports Organisations from having more stringent regulations in place;

- d. In the framework of its jurisdiction as determined by Rule 2.8 of the Olympic Charter, the IOC establishes the present Olympic Movement Code on the Prevention of the Manipulation of Competitions, hereinafter the Code;
- e. Sports Organisations bound by the Olympic Charter and the IOC Code of Ethics declare their commitment to support the integrity of sport and fight against the manipulation of competitions by adhering to the standards set out in this Code and by requiring their members to do likewise. Sports Organisations are committed to take all appropriate steps within their powers to incorporate this Code by reference, or to implement regulations consistent with or more stringent than this Code.

1 The *Council of Europe Convention on the Manipulation of Sports Competitions* is open for signatories from non-European States.



Article 1

Definitions²

- 1.1** “Benefit” means the direct or indirect receipt or provision of money or the equivalent such as, but not limited to, bribes, gains, gifts and other advantages including, without limitation, winnings and/or potential winnings as a result of a wager; the foregoing shall not include official prize money, appearance fees or payments to be made under sponsorship or other contracts;
- 1.2** “Competition” means any sports competition, tournament, match or event, organised in accordance with the rules of a Sports Organisation or its affiliated organisations, or, where appropriate, in accordance with the rules of any other competent sports organisation;
- 1.3** “Inside Information” means information relating to any competition that a person possesses by virtue of his or her position in relation to a sport or competition, excluding any information already published or common knowledge, easily accessible to interested members of the public or disclosed in accordance with the rules and regulations governing the relevant Competition;
- 1.4** “Participant” means any natural or legal person belonging to one of the following categories:
- a. “athlete” means any person or group of persons, participating in sports competitions;
 - b. “athlete support personnel” means any coach, trainer, manager, agent, team staff, team official, medical or paramedical personnel working with or treating athletes participating in or preparing for sports competitions, and all other persons working with the athletes;

² When definitions are provided by the *Council of Europe Convention on the Manipulation of Sports Competitions*, such definitions are used in this Code to minimise the risk of misinterpretation.

c. “official” means any person who is the owner of, a shareholder in, an executive or a staff member of the entities which organise and/or promote sports competitions, as well as referees, jury members and any other accredited persons. The term also covers the executives and staff of the sports organisation, or where appropriate, other competent sports organisation or club that recognises the competition.

1.5 “Sports Betting, Bet or Betting” means any wager of a stake of monetary value in the expectation of a prize of monetary value, subject to a future and uncertain occurrence related to a sports competition.

Article 2

Violations

The following conduct as defined in this Article constitutes a violation of this Code:

2.1 Betting

Betting in relation either:

- a. to a Competition in which the Participant is directly participating; or
- b. to the Participant’s sport; or
- c. to any event of a multisport Competition in which he/she is a participant.

2.2 Manipulation of sports competitions

An intentional arrangement, act or omission aimed at an improper alteration of the result or the course of a sports competition in order to remove all or part of the unpredictable nature of the sports competition with a view to obtaining an undue Benefit for oneself or for others.



2.3 Corrupt conduct

Providing, requesting, receiving, seeking, or accepting a Benefit related to the manipulation of a competition or any other form of corruption.

2.4 Inside information

1. Using Inside Information for the purposes of Betting, any form of manipulation of sports competitions or any other corrupt purposes whether by the Participant or via another person and/or entity.
2. Disclosing Inside Information to any person and/or entity, with or without Benefit, where the Participant knew or should have known that such disclosure might lead to the information being used for the purposes of Betting, any form of manipulation of competitions or any other corrupt purposes.
3. Giving and/or receiving a Benefit for the provision of Inside Information regardless of whether any Inside Information is actually provided.

2.5 Failure to report

1. Failing to report to the Sports Organisation concerned or a relevant disclosure/reporting mechanism or authority, at the first available opportunity, full details of any approaches or invitations received by the Participant to engage in conduct or incidents that could amount to a violation of this Code.
2. Failing to report to the Sports Organisation concerned or a relevant disclosure/reporting mechanism or authority, at the first available opportunity, full details of any incident, fact or matter that comes to the attention of the Participant (or of which they ought to have been reasonably aware) including approaches or invitations that have been received by another Participant to engage in conduct that could amount to a violation of this Code.

2.6 Failure to cooperate

1. Failing to cooperate with any investigation carried out by the Sports Organisation in relation to a possible breach of this Code, including, without limitation, failing to provide accurately, completely and without undue delay any information and/or documentation and/or access or assistance requested by the competent Sports Organisation as part of such investigation.
2. Obstructing or delaying any investigation that may be carried out by the Sports Organisation in relation to a possible violation of this Code, including without limitation concealing, tampering with or destroying any documentation or other information that may be relevant to the investigation.

2.7 Application of Articles 2.1 to 2.6

1. For the determination of whether a violation has been committed, the following are not relevant:
 - a. Whether or not the Participant is participating in the Competition concerned;
 - b. The outcome of the Competition on which the Bet was made or intended to be made;
 - c. Whether or not any Benefit or other consideration was actually given or received;
 - d. The nature or outcome of the Bet;
 - e. Whether or not the Participant's effort or performance in the Competition concerned were (or could be expected to be) affected by the acts or omission in question;
 - f. Whether or not the result of the Competition concerned was (or could be expected to be) affected by the acts or omission in question;



- g. Whether or not the manipulation included a violation of a technical rule of the respective Sports Organisation;
 - h. Whether or not the competition was attended by the competent national or international representative of the Sports Organisation.
 2. Any form of aid, abetment or attempt by a Participant that could culminate in a violation of this Code shall be treated as if a violation had been committed, whether or not such an act in fact resulted in a violation and/or whether that violation was committed deliberately or negligently.

Article 3

Disciplinary Procedure

The contents of this Article are minimum standards which must be respected by all Sports Organisations.

3.1 Investigation

1. The Participant who is alleged to have committed a violation of this Code must be informed of the alleged violations that have been committed, details of the alleged acts and/or omissions, and the range of possible sanctions.
2. Upon request by the competent Sports Organisation, the concerned Participant must provide any information which the Organisation considers may be relevant to investigate the alleged violation, including records relating to the alleged violation (such as betting account numbers and information, itemised telephone bills, bank statements, internet service records, computers, hard drives and other electronic information storage devices), and/or a statement setting out the relevant facts and circumstances around the alleged violation.

3.2 Rights of the concerned person

In all procedures linked to violations of the present Code, the following rights must be respected:

1. The right to be informed of the charges; and
2. The right to a fair, timely and impartial hearing either by appearing personally in front of the competent Sports Organisation and/or submitting a defence in writing; and
3. The right to be accompanied and/or represented.

3.3 Burden and standard of proof

The Sports Organisation shall have the burden of establishing that a violation has been committed. The standard of proof in all matters under this Code shall be the balance of probabilities, a standard that implies that on the preponderance of the evidence it is more likely than not that a breach of this Code has occurred.

3.4 Confidentiality

The principle of confidentiality must be strictly respected by the Sports Organisation during all the procedure; information should only be exchanged with entities on a need to know basis. Confidentiality must also be strictly respected by any person concerned by the procedure until there is public disclosure of the case.

3.5 Anonymity of the person making a report

Anonymous reporting must be facilitated.



3.6 Appeal

1. The Sports Organisation shall have an appropriate appeal framework within their organisation or recourse to an external arbitration mechanism (such as a court of arbitration).
2. The general procedure of the appeal framework shall include provisions such as, but not limited to, the time limit for filing an appeal and the notification procedure for the appeal.

Article 4 Provisional Measures

- 4.1** The Sports Organisation may impose provisional measures, including a provisional suspension, on the participant where there is a particular risk to the reputation of the sport, while ensuring respect for Articles 3.1 to 3.4 of this Code.
- 4.2** Where a provisional measure is imposed, this shall be taken into consideration in the determination of any sanction which may ultimately be imposed.

Article 5 Sanctions

- 5.1** Where it is determined that a violation has been committed, the competent Sports Organisation shall impose an appropriate sanction upon the Participant from the range of permissible sanctions, which may range from a minimum of a warning to a maximum of life ban.

- 5.2** When determining the appropriate sanctions applicable, the Sports Organisation shall take into consideration all aggravating and mitigating circumstances and shall detail the effect of such circumstances on the final sanction in the written decision.
- 5.3** Substantial assistance provided by a Participant that results in the discovery or establishment of an offence by another Participant may reduce any sanction applied under this Code.

Article 6

Mutual recognition

- 6.1** Subject to the right of appeal, any decision in compliance with this Code by a Sporting Organisations must be recognised and respected by all other Sporting Organisations.
- 6.2** All Sporting Organisations must recognise and respect the decision(s) made by any other sporting body or court of competent jurisdiction which is not a Sporting Organisation as defined under this Code.



Article 7 Implementation

- 7.1** Pursuant to Rule 1.4 of the Olympic Charter, all Sports Organisations bound by the Olympic Charter agree to respect this Code.³
- 7.2** These Sports Organisations are responsible for the implementation of the present Code within their own jurisdiction, including educational measures.
- 7.3** Any amendment to this Code must be approved by the IOC Executive Board following an appropriate consultation process and all Sports Organisations will be informed.⁴

3 After approval of this Code by the IOC Executive Board.

4 For all information concerning this Code, contact IOC Ethics and Compliance.

© Comité International Olympique
Éthique et Conformité

Château de Vidy – C.P. 356 – CH-1007 Lausanne/Suisse
Tél. +41 21 621 61 11 – Fax +41 21 621 62 16
www.olympic.org

Édité par le Comité International Olympique – Janvier 2018
Tous droits réservés
Réalisation : DidWeDo S.à.r.l., Lausanne, Suisse
Imprimé en Suisse



INTERNATIONAL
OLYMPIC
COMMITTEE

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE
CHÂTEAU DE VIDY, 1007 LAUSANNE, SUISSE

www.olympic.org

